

Brochure n° 3115

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 2335. – PERSONNELS DES AGENCES**  
**GÉNÉRALES D'ASSURANCES**

AVENANT N° 18 DU 11 DÉCEMBRE 2017  
À L'ACCORD DU 2 JUIN 2003  
RELATIF AU BARÈME DES SALAIRES MINIMA ANNUELS BRUTS  
NOR : ASET1850079M  
IDCC : 2335

Entre :

AGEA,

D'une part, et

FEC FO ;

UNSA banque ;

SN2A CFTC ;

FBA CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Barème des salaires minima annuels bruts  
relevant de l'annexe I*

Les partenaires sociaux, réunis en commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation, ont décidé, après avoir négocié, de réévaluer le barème des salaires minima annuels bruts figurant à l'annexe I.

Ainsi, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, le nouveau barème des salaires minima annuels bruts est le suivant :

*(En euros.)*

CLASSE	SALAIRE MINIMUM ANNUEL BRUT pour 151,67 heures
Classe 1	18 112
Classe 2	19 406
Classe 3	21 012
Classe 4	23 683

CLASSE	SALAIRE MINIMUM ANNUEL BRUT pour 151,67 heures
Classe 5	27 935
Classe 6	36 433

## Article 2

### *Suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes*

1. Il est rappelé que les employeurs sont tenus d'assurer, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Le barème des salaires minima annuels bruts fixé à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus est conforme à ce principe et ne peut conduire à des différences de traitement entre les femmes et les hommes.

2. Au sein de chaque agence, les employeurs s'attacheront à vérifier qu'il n'existe pas d'écarts de rémunération non justifiés entre les femmes et les hommes.

Si tel n'est pas le cas, ils mettront en œuvre toutes les mesures utiles pour remédier à ces disparités salariales, et notamment celles prescrites par l'accord de branche relatif à l'égalité salariale hommes-femmes du 18 novembre 2008.

Fait à Paris, le 11 décembre 2017.

(Suivent les signatures.)